

العنوان:	La science politique entre theroie et pratique :
المصدر:	مجلة الأكاديمية للدراسات الاجتماعية والإنسانية
الناشر:	جامعة حسبية بن بوعلي بالشلف
المؤلف الرئيسي:	Ameur, H. Miloud
المجلد/العدد:	ع9
محكمة:	نعم
التاريخ الميلادي:	2013
الصفحات:	3 - 17
رقم MD:	664142
نوع المحتوى:	بحوث ومقالات
قواعد المعلومات:	EduSearch, IslamicInfo, HumanIndex
مواضيع:	العلوم السياسية ، الدولة ، المجتمع ، الظواهر السياسية
رابط:	http://search.mandumah.com/Record/664142

Revue académique des études sociales et humaines

La science politique entre théorie et pratique

Political Science between Theory and Practice

H.Miloud Ameur

Maître de Conférence, Université de Abd El hamid Ibn Baddis, Mostaganem
miloud_ameur@hotmail.fr

Résumé

La nouveauté dans la question des sciences politiques ne dépend pas seulement des États ainsi que la politique menée par leurs gouvernements, mais de l'ensemble du système de la gouvernance mondiale. Dans la science politique, ce n'est pas non plus le phénomène du pouvoir qu'il s'agit, mais aussi l'art du politique qui résume son intelligence face à sa société. Cette vision n'est pas la même quand l'on pratique. Cette évolution de l'idée politique s'est rapidement changée chez les nations et les pays. Beaucoup de questions telles que la paix, la stabilité, l'environnement, la technologie, le droit, l'économie, la stratégie, la sociologie politique, l'économie politique et les relations internationales... ont besoin à d'autres réponses si cela nous intéresse pour approuver à la fois notre résistance et notre victoire. Cette étude tente y répondre par cette contribution à travers ces interrogations pour l'avenir du monde.

Mots clés: Etat, Société, Phénomène politique, l'Ordre social, Paix, Puissance, Stratégie.

Abstract

Novelty in the question about political science does not depend only on the states and their governments' politics, but on the whole system of governance in the world. If the political science is a phenomenon of the power, the political art assume the intelligence of policy man in his society. This vision is not the same when we can practice it. The evolution of political ideas is rapidly changing by all nations and countries. Many questions like Peace, Stability, Environment, Technology, Law, Economy, Strategy, Political Sociology, Economic Policy and International Relations.. need answers if we are to approve our resistance and our victory. In this study we will try to provide suitable answers.

Key Words : Political Science- Theory- Practice.

La science politique moderne est née à la fin du XIX^e siècle selon Tocqueville (•)

Elle contient sa propre spécificité en fonction des méthodes ainsi que des moyens d'analyse portant son emprise sur le social. De là elle se diffère des autres sciences sociales par le fait qu'elle contribue non pas à enrichir le pouvoir politique, mais d'élargir sa vision aussi lointaine qu'immédiate. La question de la science politique demeure par le fait essentielle selon son mode de régulation du fait étatique dont la manière de traiter les questions liées à l'État, au pouvoir politique et à la société civile sont majeures. C'est un processus qu'engendre ce qui fait de la force publique un moyen à travers lequel se maintient l'ordre social.

Il ne s'agit guère de monopoliser le pouvoir pour le durcir, mais au contraire de l'adapter au gré des besoins sociaux et des mutations économiques : “ Par rapport à l'économie, à

(•) Citons que l'idée politique est née bien avant avec Socrate, Platon et Aristote. Il serait de même dans la pensée islamique dont le rite Khalil Ibn Ishaq (Précis de jurisprudence musulmane ... ou abrégé de la loi musulmane). Ainsi, s'ajoute les frères sâfâ, Ibn Rabiâ, Fârâbî (780-950), El Maouardi, Avicenne (970-1037), Averroès (1126-10198) commentaire sur la République de Platon, Fasâl-Mâquâl (Le discours décisif), Kadif al-Manahîj (Exposition des méthodes de preuves relatives aux dogmes de la religion), Ibn Khaldoun (Prolégomènes), Kheir eddine Tounousi (Réformes nécessaires aux États musulmans), Sanhoury (Nehad culturelle), etc., ont enrichi la civilisation arabo-islamique en plusieurs sujets différents.

La science politique entre théorie et pratique

l'idéologie, aux classes sociales, le système politique est globalisant. Mais il est constitué en même temps par un secteur particulier de cette globalité, celui de l'appareil du pouvoir et de ses institutions." ⁽¹⁾

La question de la science politique est à la fois l'État et la société et ce qu'il faut d'entre eux ; une relation homogène alors basée sur le dialogue, le suivi et la contribution. C'est ce qui fait d'eux une force redoutable. Il est clair que la science politique est fondée sur le droit et le droit constitutionnel, la sociologie, les relations internationales à savoir leur immixtion pour forger l'image portant le phénomène politique. De la s'inscrit en effet ce que le champ politique est capable d'offrir à celui qui exerce le pouvoir politique par le type de recherches effectuées. Il ne s'agit pas d'occulter le débat sur ce plan, car il minimise en effet les dégâts moraux et interprétations politiciennes qui pourraient accabler la question politique de chaque pays.

Le domaine de la science politique est riche et varié en fonction des acteurs sociaux de la dynamique politique elle-même qui met l'homme au sein de l'acte politique sinon son produit premier. De la sorte, il faut contribuer davantage non pas à rendre la science politique aussi spécifique et réservée au pouvoir central, mais de réfléchir à ce que celle-ci soit riche et adaptable à l'ordre social : " La politique est en effet l'un des lieux privilégiés des passions, qui suscite le sentiment - ou l'illusion - de " peser" si peu que ce soit, sur les situations et les actions. (...). Mais un piège peut en cacher un autre : à se méfier de ce que veut nous faire croire l'acteur politique légitime (ce qui est sain), on ne vient à le considérer - et les jeux auxquels il se livre et nous livre,

l'exploitation et le mode de production" ⁽²⁾. Le behaviorisme s'avère, lui, important puisqu'il met en avance ce que le politique sait faire pour défendre son entité homogène non pas vers le pouvoir en question, mais pour sauver l'idée qu'on a sur la politique par la politique elle-même afin de l'enrichir davantage institutionnellement.

La science politique a-t-elle une loi ? Faut-il mesurer le politique par ce qui porte à l'enrichissement du pouvoir politique ou par la richesse de la société qui agit en fonction de l'histoire, de la culture et de la sociologie? La science politique ou Political science se développe à travers la recherche scientifique et associations professionnelles qui s'y mettent de façon à ce que l'État et les collectivités territoriales ont moins de problèmes sinon on les aide à procéder autrement pour éviter plus de dégâts. Toute politique est théoriquement basée sur des concepts aptes à être pratiqués englobant le sens de la stratégie. Jusqu'à quand l'État politique vient en aide à la société sociale? Le lien est homogène entre eux pour vivre en parfaite harmonie, alors loin du désaccord. Il s'agit de vivre ensemble en fonction des valeurs communes et liens solides fondant le politique autour des règles sociales et lois politiques que l'on dégage le pacte social. Au-delà de la violence et contre la guerre intérieure, la science politique fournit autant d'outils et d'instruments à partir desquels se vit l'art de la politique qui est d'ailleurs fondamental dans l'évolution des sociétés, mais loin du suicide latent qui nous sépare de la paix. Celle-ci, étant concept très cher, la politique le protège sans jouer contre lui dans le but de fonder le sens de la philosophie de vie civilisationnelle.

Il s'agit de former le capital politique ayant un grand rôle à jouer notamment entre le capital social et le capital économique ; autrement dit entre le politique, le social et l'économique. La science politique le devient quand elle arrive à influencer les hommes d'État et à nourrir les institutions d'idées et de projets de manière à ce qu'ils proposent comme conduites historiques à leurs peuples. Problèmes techniques ou insuffisance des idées politiques? L'élite politique doit poursuivre des parcours aussi intégrateurs à l'ordre social ; d'où il tire profits et satisfactions. La science politique se nourrit de ce principe fondateur dont elle est responsable pour cultiver la paix, réaliser la prospérité et diffuser la démocratie. L'instauration de la démocratie nécessite neuf principes qui se diffèrent du Brésil à la Suisse que les savants politiques ont mis comme droits et devoirs aux citoyens qui sont : " Liberté d'association, Liberté d'expression, Le droit au vote, Éligibilité du bureau public, Droits aux leaders politiques d'être candidats, Droits aux leaders politiques de se présenter au vote, Alternative des sources d'information, Liberté des élections, Faire des institutions politiques du gouvernement en liaison avec le vote ainsi que d'autres expressions de référence" ⁽³⁾.

C'est ainsi que la science politique malgré ce qu'elle a pu faire penser aux dirigeants, le

monde politique est moins spectaculaire par le fait qu'il retarde ce qui est positif sur le plan de la socialisation. De ce fait, si la science politique pose tant de questions d'ordre technique, moral et sécuritaire du bien-être, c'est parce que la conscience politique demeure accablée par le poids économique alors lié aux intérêts immédiats et aux calculs des plus forts. Par ailleurs, avant que le politique réfléchisse de son action, il faut que le débat soit traité et mûrement pensé du politiquement correct.

Pour élaborer les politiques publiques, il faut que la sociologie de la décision soit abordée. L'action politique est liée à ce que le pouvoir politique puisse fournir comme dynamique sans laquelle le champ politique se rétrécit par le fait qu'il soit aussi partie prenante dans la culture politique des élites dirigeantes pour le dynamiser plus.

I. Science politique entre évolution et régression

Si l'objet de la science politique varie en fonction de chaque société par rapport à son histoire, sa culture et sa sociologie, c'est que le pouvoir politique est là pour se positionner sinon se référer d'une manière ou d'une autre. Les rapports politiques sont clairs quand la société vit en parfaite harmonie avec ce qui la rend élargie et dynamique. Car rien ne met en question politique devant la scène si celle-ci n'est pas aussi riche pour résorber les crises et faire évaluer les mentalités des individus. Il s'agit de mettre en relief ce qui évite la violence à grande échelle du moment que la science politique est basée sur la sécurité des individus, la symbiose des institutions et la paix dans le monde.

C'est une construction sans cesse en permanence entre les individus et les institutions à travers des idées et des projets autour de la cité, des collectivités territoriales et de l'État. Ceux-ci sont élargis et protégés par la contribution d'élus du peuple et serviteurs d'État. Le sens politique est amené donc à faire face par le fait de ce qu'il dégagerait comme formule consensuelle permettant aux uns et aux autres de vivre en parfaite harmonie. L'idéalisation de la République de Platon est-elle de retour mais sous forme d'un "village planétaire" ? On peut l'imaginer approximativement. L'homme que ce soit, à l'intérieur du pouvoir ou en dehors de lui se sent l'un d'eux de la lourdeur de la mission du premier et le poids de l'attente du second. Cela est avéré vrai quand le champ politique est riche, voire efficace en termes de rapports politiques.

Sachant que les besoins sociaux, les mutations économiques et les bouleversements technologiques nouveaux ont à la fois éclairci et rétréci le phénomène politique lui-même. C'est la raison pour laquelle la question politique demeure fragile pour satisfaire tout le monde. Mais les États ne doivent pas vivre sans politique, dont la science politique est aussi sensible que fragile en fonction de l'évolution des sociétés, des économies et des télécommunications. Tout s'incarne en l'homme en tant que moteur de l'histoire. C'est ce que pose en effet le lien scientifique de la politique comme étant une discipline noble. Cela met en question ce que porte effectivement la science politique à l'État, au pouvoir et à l'administration locale, voire aux relations internationales entre États.

S'il y a tant d'interrogations clés autour de la question, c'est que la science politique demeure, elle, incapable de fournir tant de solutions, voire à être adaptée à son temps: plus le pouvoir est fermé, plus la société est violente. En étant science, la politique doit être sacrée et supérieure pour traiter ce qui la rend de plus en plus forte. De là s'inscrit le processus de l'adaptation et de la rationalisation du phénomène politique pour organiser la cité et la société d'abord et gérer l'État ensuite. La science politique n'est que l'intérêt premier sinon le dernier que partagent les uns et les autres dans chaque société à condition de pratiquer l'équilibre de l'ordre social. Celle-ci est-elle responsable de ce que le politique lui vient en aide? La question politique change en effet de cap selon les acteurs sociaux et les partenaires économiques de manière à ce qu'ils portent en eux et entre eux et pour eux face à la société globale à laquelle ils appartiennent tous. La socialisation politique n'est pas celle de l'État seul, elle est le fruit de toutes les classes sociales que ce soient riches, moyennes ou pauvres. Reste à savoir que plus le sens du politique est développé, plus les dégâts humains et matériels sont minimes en fonction de la culture de citoyenneté, de l'emprise du sens public et du partage de civilité. Mais souvent, l'épistémologie et le positivisme du vocale politique oscillent entre des "jeux stériles", des

En théorie, la science politique veut dire sauver la société, mais en pratique c’est plutôt la question du pouvoir qui est en cause. Tout fait traversant la politique variant entre noblesse, vulgarité, restriction et extensibilité. De là demeure le sens de la politique lui-même non pas comme idée générale mais comme projet portant les élites dirigeantes. La science politique est censée porter un éclairage sur ce qui relève de l’individu comme acteur social mais aussi comme noyau de la cité. Le rôle du politique en faisant de la politique doit prendre au sérieux ce qui fait de lui un moyen du bien-être de la société afin de faire évaluer la société qui est la sienne. Le but de la science politique c’est de contribuer davantage à assurer l’unité et à éviter les intrigues pour pouvoir s’inscrire dans un processus aussi fondateur qu’apocalyptique.

Il est vrai que la science politique régule les crises et surmonte les difficultés, mais aussi de planifier autant que possible pour les éviter à la base, notamment quand elle entre en action du moment qu’elle est toujours derrière lors de la conquête du pouvoir et son exercice. C’est pourquoi la complexité de la science politique demeure un champ réservé étant porteur d’intérêts stratégiques en jeu déterminant non pas le choix politique en lui-même mais la capacité de chaque État. Celui-ci agit en fonction de la position de chaque société aussi bien en idées qu’en projets. Les premières sont l’œuvre des élites, tandis que les seconds sont à la portée des hommes politiques. Pour y remédier, il faut que les politistes enrichissent la tradition politique de manière à ce que la politique puisse être à la fois posée et évitée à la société. C’est une question de choix mais aussi de méthode permettant de définir son axe global autour duquel se forge l’idée de la politique.

1.1 La science politique : domaine d’État ou celui du pouvoir?

Chaque société est liée à une forme politique qu’on peut appeler l’État. Celui-ci est le guide suprême de l’action collective portant l’ordre social. Or chaque État est amené à penser ce qui le relie à la société pour s’inscrire dans l’espace et dans le temps. Par ailleurs, la centralité de l’État est la limite de la politique que cela porte pour pouvoir signifier une suite favorable. Chaque politique est produite par l’État et pour la société sans laquelle il n’y a pas de rapports politiques en se basant sur l’intérêt public : “C’est lui (l’État) qui apporte réponse au doute, trace la frontière du bien et du mal; exprimant la Loi omniscient, la parole de l’État est automatiquement sacrée et vénérée. C’est par lui encore que la Loi s’abat sur les sujets : l’État est à la fois agent de répression, qui punit sévèrement la transgression, et bienfaiteur, qui récompense l’obéissance.”⁽⁵⁾

Il n’en demeure pas moins qu’une question aussi fondamentale soit posée alors elle relève de l’ordre étatique que cela porte pour élargir le champ de la science politique. Mais il est certain d’évoquer le rôle qui se développe en permanence en raison de l’appel de la société. Il ne s’agit guère d’étouffer ce qui rend les rapports politiques aussi signifiants. C’est à la société de spécifier son mode de gouvernance afin que l’étatisme soit là pour y répondre. Le socle politique ne peut écarter ce qui le met en dérive pour jouer le rôle intermédiaire sinon fondamental entre besoins et nécessités aux noms desquels s’émancipe l’autorité publique de chaque régime. La science politique est la science de l’État, qui est d’ailleurs elle aussi la science du droit. En revanche, l’État ne peut pas vivre en dehors de la science politique qui constitue une matière grise de son fonctionnement. C’est pourquoi il est conseillé que chaque État doit être armé de science politique avant qu’il soit dépassé non pas par la société, mais par les événements qui crée celle-ci.

Il est vrai que la question de l’État est récente sans que les grandes nations ayant de traditions riches dans ce domaine puissent y éviter. L’État n’est au fond qu’une modalité pour réguler les questions sociales au travers les moyens appropriés tels que les partis, la société civile, les associations, les syndicats, les entreprises et le patronat, etc. L’État est le noyau dur formant toutes les tendances idéologiques traversant la société; d’où la répartition est inégale des ressources politiques, économiques ou symboliques. Enfin, l’État n’est la fin de l’action politique en cours pour protéger la gestion sociale de la dérive perpétuelle. Là se constitue en effet la maîtrise de la violence et la contre violence afin que l’État s’émerge loin de cette ligne pour remodeler ses rapports politiques afin de ne pas l’affaiblir de son intérieur.

Mais c’est à partir de là que s’inscrit la force du politique lui-même pour y faire face.

Cette tendance du fait politique ne peut qu'accompagner la science politique pour venir en aide à la société à travers le pouvoir d'État qui en aucun cas monopolise la violence comme mode de régulation sans porter des projets significatifs. Il ne s'agit point de limiter les rapports politiques loin du constructif afin de sauver ce qui relie la société à l'État et vice-versa. L'idée de la politisation n'est pas de refouler la voie sociale, au contraire elle la prend en charge pour diminuer ce qui est fort asphyxiant de l'aire politique.

1.2 Cadre politique entre "légitimité acquise" et "violence ouverte"

Qu'est-ce que la science politique? Est-ce une science de l'État ou du savoir du pouvoir? Peu importe, tant qu'il y a un groupement humain, il y a l'idée politique qui circule dans la sphère de l'autorité. Mais cela constitue une nécessité absolue pour pouvoir s'organiser davantage de manière à ce que la société doit être gérée selon les normes. Or, rien n'est acquis à l'avance si cela ne prend pas en charge les mesures nécessaires pour maîtriser la violence physique, morale ou intellectuelle. C'est à partir de là que la question politique est liée en termes de légitimité par ce qui fait dépasser les zones d'ombre permettant l'accès facile aux droits. C'est ce que la légitimité pose de sérieux défis sur chaque autorité, mais au-delà de la violence quelle qu'elle soit physique ou symbolique. Or, chaque pouvoir puissant ne s'arrête pas à la porte de la violence qui est une étape à maîtriser, sinon un cycle de maîtrise à chaque moment post webérien. Souvent, plus le destin est tracé, plus on est loin de la violence. Chaque autorité se distingue de celle du pouvoir central constituant son image de marque (famille, groupe, tribu et organisation.). C'est ce que ces para autoritaires puissent fournir au pouvoir central de dépasser tout ce qui le rend affaibli, voire un terrain d'affrontement de privilèges, de titres et de promotions au détriment des talents et des compétences.

Loin de l'autorité affaiblie, le politique veille à ce que sa politique pensée ou abordée en pratique doit tenir compte, au-delà de la violence, alors maîtrisée pour porter lumière et construction de la phase politique réelle. C'est la raison pour laquelle d'autres chantiers entrent en action pour diminuer l'affrontement face à face à travers la démocratie participative, parlementarisme, respect aux droits. Il s'agit d'assurer non pas la relève des idées, mais de contribuer à ce que l'on dépasse ce qui ruine le sens de l'autorité collégiale. De même, s'inscrit en effet la socialisation du politique par rapport à la dynamique des groupes adaptée face aux résultats escomptés. Il est néanmoins certain d'évoquer que les pays décolonisés avaient des problèmes majeurs en ce qui concerne la conception de l'État remplaçant l'autorité coloniale afin de préconiser certaines politiques larvées d'avance sous l'idée de combler le vide politique entraînant l'appareil colonial : "Alors qu'en Occident l'État s'est constitué autour des fonctions de guerre, de justice, de fiscalité dites encore aujourd'hui régaliennes, l'Union européenne s'est, elle, construite autour de fonctions économiques, commerciales, industrielles peinant à l'inverse à soutirer aux États-membres les compétences souveraines qui restent les leurs en matière de politique étrangère de défense nationale."⁽⁶⁾

Quoi qu'il en soit, la politisation relève du débat sociologique afin que l'action politique puisse trouver ses relais dans les faits politiques. D'ailleurs, c'est à la société de déterminer son régime politique à savoir ce que porte la dimension de l'intégrité étatique autour de l'intérêt général. Celui-ci reflète la centralité de ce qu'inflige aux problèmes posés ainsi que leur mode de régulation. Le fait social se diffère du fait politique, mais paradoxalement celui-ci est la base de celui-là. La spécificité de la science politique c'est surmonter les dérives des individus et d'absorber les crises des groupes de manière à ce que le droit protège les institutions puisse triompher. La complexité sociologique met souvent la science politique en question à savoir ce qu'elle porte comme méthodologie pour faire face aux problèmes sérieux. Or, cette ligne ne peut être admise dans toutes les sociétés si les rapports de force ne se limitent pas devant la violence. Par principe, cette dernière doit être maîtrisée pour aller vers ce qui met le citoyen devant soi, c'est-à-dire de responsabiliser son rôle fondamental dans la société.

Il s'agit d'un processus de reconstruction et non de pourrissement ou d'abandon du terrain aux forces occultes. Il ne s'agit point d'interpréter l'acte politique mais de faire en sorte qu'il obéisse à des mécanismes reflétant la force publique incarnant l'État ainsi que les ressources sociales pour y accompagner. Toute la science politique est là pour éviter les clivages entre personnes en termes de conflits afin de gouverner la gouvernance par l'art de la

La science politique entre théorie et pratique

politique. L'idée de la construction sociale est l'œuvre du politique dont la science politique demeure signifiante par le fait qu'elle tenterait de régler ce qui met la société globale en question. De là s'inscrit effectivement le processus de la politisation de manière à ce qu'il rend la socialisation un domaine plutôt fertile au cours duquel s'émancipe l'idée innovatrice pour accélérer le consensus de dialogue, de réforme et du progrès. De là s'ouvre une perspective nouvelle en ce qui concerne le milieu de la recherche scientifique dans ce domaine alors lié non pas à la science politique en tant que telle, mais aussi aux politiques comparées : "Celles-ci subissent plus de traitement épistémologique entre deux expériences, voire plus afin de cerner une approche rationnelle ou logique ou bien les deux empiriques dont les rois partageant le sort de l'empirisme, théorème et philosophisme."⁽⁷⁾

2. la science politique entre le droit constitutionnel et la sociologie

Y a-t-il vraiment un lien direct entre le droit constitutionnel et la sociologie? On peut l'imaginer, mais la question qui se pose qu'est-ce le premier le droit ou la sociologie? Sachant que celle-ci fondant la dynamique qui organise ce qui fait du droit comme protection du fait politique ou autre. Or, il est certain d'évoquer que le droit aussi tellement qui repose sur l'ordre et la liberté, la sécurité des biens et services, et l'égalité entre les personnes que la sociologie se développe davantage..

Il n'en demeure pas moins qu'une interaction interdisciplinaire est faite pour pouvoir forger ce qui sert la science politique comme message portant l'État, la communauté et le pouvoir politique. Cela étant l'état politique de chaque pays n'avance guère s'il n'y a pas un lien entre ce qui est du droit et la sociologie quant aux relations entre les uns et les autres. De même, s'inscrit en effet le processus de légitimation, voire la rationalisation de ce qui forme la base de données : " La science politique sert la science du droit dans l'expérience, la méthodologie, le pragmatisme, l'objectivité et l'analyse, et tout particulièrement du processus de l'intérêt général. Ainsi que l'affirmation de l'égalité, les savoirs et la responsabilisation. Il faut dire que ce soient la science politique ou la science juridique sont intimement liés dans la fondation de l'État, la gestion de la société."⁽⁸⁾

Rappelons la sociologie ne fait que qu'élargir les bases sociales sur lesquelles reposent les acteurs sociaux (ministères, élites, bureaucrates, patronat, etc..) pour faire en sorte que l'équilibre soit réalisé. Ainsi, le type social ne se dégenère pas sous forme de champ libre et compliqué. Plus la sociologie est riche, plus la politique est constructive. La question de la construction est fondamentale dans chaque société pour s'inscrire dans la durée et dans l'espace. De là se maintient un processus au travers lequel l'enrichissement de l'esprit juridique lui-même demeure inévitable quant au champ politique, Car il ne peut y avoir une telle avancée significative si on ne prend pas en considération les rapports qu'ils soient riches et intellectuellement adaptables pour contenir toute contradiction possible. C'est là ce qui contribue davantage à maintenir l'équilibre social global par le fait que la science politique joue un rôle majeur permettant son organisation réelle.

Du point de vue juridique, le droit peut forger une dynamique effective pour s'intéresser à ce qui rend toute institution propre afin de jouer son rôle pour lequel s'est assignée. Ceci peut forger des disciplines et professions. Sachant que le droit n'est pas que la sanction, il est plutôt l'ordre, l'organisation, la prévention, la sécurité, la justice. C'est ainsi que l'interprétation du texte juridique par le juge et le magistrat par rapport aux plaignants ou rappelés par le tribunal. Toute nation est amenée à voter des lois pour protéger son entité et faire développer les relations entre les uns et les autres en son sein. Le suffrage universel est le produit de la politisation des acteurs sociaux. Il faut édifier une conscience commune à la fois morale et civique permettant de contribuer à ce que l'équilibre soit enfin désirable et exigé. La démocratisation joue un grand rôle pour sensibiliser ce qui est réformable pour évincer toute crise possible. Il est évident de souligner du point de vue sociologique ce qui porte à l'État une telle puissance significative par le pouvoir politique lui-même à travers les serviteurs et élus du peuple. Cette dynamique élitiste qu'on veille ou pas est importante sans minimiser pour autant les rapports politiques en une marge limitée, laquelle ne peut que transformer l'effort commun en état décalé.

2.1 Science politique et relations internationales

La science politique s'intéresse effectivement autant aux relations internationales. Elles jouent un rôle capital dans les rapports de force quant à la stabilité des États. Leur validité s'occupe en effet du centre d'intérêt sans que la science politique soit exclue ou mal comprise. Son étendue sur plusieurs aspects ne peut qu'inscrire les relations internationales en avant : " La dimension internationale est constitution de toute science sociale du politique. Toute méconnaissance de cette donnée tant sociale que scientifique aurait pour effet :

- Soit d'amputer, de multiplier la recherche en science politique et donc l'appauvrir ;
- Soit de réduire la discipline des relations internationales à n'être qu'une vague conglomérat de données empirico-descriptives, journalistiques et hétéroclites, au statut aussi suspect qu'indéterminé." (9)

Il est certain que le domaine des relations internationales est large et confus alors il désigne à la fois l'objet et la discipline. Mais la question importante qui se pose jusqu'à quand l'État réserve une telle politique dite étrangère aux yeux des autres États ? Comment arrive-t-on à imposer une telle politique internationale ? L'épistémologie politique seule déterminant ce qui est qualifié en relations internationales par le poids de l'étranger. C'est ainsi que les relations internationales s'intensifient jusqu'à ce qu'elles arrivent à englober d'autres domaines tels que la diplomatie, la stratégie, le droit international public, la géographie politique, le commerce international ...

Or selon certains politistes américains confirment que la politique internationale n'était pas étatique mais transnationale en provenance des États que d'acteurs trans-frontaliers. Le rôle économique joue à proprement parler une telle signification non pas en terme d'investissement, mais d'indépendance économique dont le monopole de la richesse facilite en effet le jeu politique de l'État en question. Chaque État est amené à élargir son espace d'action lui permettant d'établir de liens avec les autres États. Cette implication qu'elle quelle soit pacifiste ou guerrière, elle tend à déterminer ce que le sens de la puissance puisse être recherché et approfondi. La première est basée sur la coopération, le partenariat et la diplomatie, tandis que la seconde est initiée de la sécurité, de la violence et de la crise. Il s'agit en effet de lier les moyens aux objectifs : " La politique internationale devait alors envisagée comme un mécanisme permanent et empirique d'ajustement entre les moyens et les objectifs de tous les États, la finalité ultime étant, comme chez Spykman, la survie et la préservation." (10)

Le pacte social est le fruit de la politique globale de chaque État, mais chaque État a besoin de consolider ses relations avec le monde extérieur afin de peser très lourdement dans les rapports de force mondiaux. Le sens de la paix incarne une construction rationnelle et durable afin de réaliser l'équilibre entre les parties prenantes, contrairement à la guerre, alors réputée par vocation comme une attitude fragile. Ce fameux équilibre que chaque État tente de recourir derrière lui vise en effet à minimiser les risques et maximiser les intérêts. C'est ce qui différencie un État fort (balance of power) de celui qui est réputé faible. L'idée de la construction s'avère valablement opportun par rapport aux États voisins ou lointains.

Il s'agit de la guerre extérieure par rapport à une paix intérieure ou une guerre extérieure face à une paix intérieure. Tout État doit avoir entre les mains ce qui lui met en position de force, notamment son poids dans l'économie mondiale. Peut-on parler que de la paix et de la guerre alors sont liées à un monde qui fut partagé il n'y a pas si longtemps entre deux grands blocs durant la guerre froide, et bien avant entre coloniaux et colonisés. L'humanité en général n'est guère sortie de cette thématique incarnée entre la guerre et la paix. Du national à l'international que se base le rôle de l'État dit Waltz autour de la nature de l'homme en s'attachant au principe de la force, qui remplace celui de la violence alors elle incarne le caractère de chaque État. Légitimée au-delà de son organisation, la violence ne peut être qu'un monopole auprès duquel chaque État l'utilise pour imposer son visage autoritaire aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. Mais il est fort probable qu'un État puisse jouer, loin de la paix et de la guerre, sur la dimension sécuritaire. Régler les différents entre les États, c'est une forme basique dans les relations internationales, alors elles incitent du point de vue de l'État moderne sur ce qui garantisse ce pacte sécuritaire entre nations, mais plus de partenariat, de dialogue,

Il y a une grande différence entre les superpuissances et les pays en voie de développement en matière étrangère. Rares se sont les théories qui s'y intéressent. C'est à la théorie réaliste qu'il s'agit en utilisant peut être la force comme moyen légitime auprès des grands États pour réaliser plus d'intérêts afin de légitimer leur puissance. Contrairement à la théorie structuraliste en mettant l'État au centre des relations internationales après avoir rempli son rôle sur le plan interne, notamment social, économique, voire idéologique. C'est au rôle des acteurs qui jouent inéluctablement une telle dynamique autour de l'État lui permettant de faire réussir sa mission sur le plan extérieur. La gouvernance mondiale est-elle issue de la théorie des régimes (principes, normes, règles, procédures) ou celle du libéralisme? En outre, la théorie de l'intégration incarne ce que enseigne la coopération en allant vers la réalisation de plus en plus d'intérêts stratégiques. L'économie joue aussi son rôle par excellence afin d'approfondir le sens du politique. Contrairement à la vision marxiste qui réduit le rapport du conflit entre bourgeois et pauvres, sinon entre les pays riches et les pays pauvres. Autrement dit, entre les pays du Centre et ceux de la périphérie. Quant à la théorie des régimes, elle est plutôt américaine qu'on ne peut pas appliquer dans tous les cas malgré sa domination en Europe.

3. Science politique comme image du pouvoir...

La science politique est la science de l'État, voire du gouvernement dans le but de gérer les relations entre gouvernants et gouvernés. Il s'agit de maintenir le fameux équilibre du pouvoir au nom duquel entretient chaque État avec plusieurs États comme relations avec la société. De là s'émancipe aussi la science politique à la fois comme science et art de gouvernance en gérant à bien les affaires communes et éviter ce qui déshonore leurs relations à travers les élections libres et démocratiques pour mettre des élus beaucoup plus compétents afin d'évincer à la société d'autres problèmes de gestion, d'innovation et de modernisation. La question de la science politique c'est une question plutôt de chaque société formant l'image de chaque État de manière à ce que les sciences sociales puissent dégager sur elles et pour elles afin d'éclaircir ce qui rendent homogènes à la fois l'État et la société.

C'est aux politiques donc de jouer un tel rôle pour élargir le champ politique leur permettant de rapprocher l'État à la société, du pouvoir au peuple. C'est ainsi que la science politique s'élargit non pas pour dominer le fait social, mais de coordonner ce qui rassemblent État et société autour des projets et des stratégies. Il s'agit de fonder les canons du pouvoir politique à travers les études spécialisées ainsi que les sondages par les universités et instituts en la matière. Il est évident que la politique pratique se réfère à ce que la science politique pense et envisage pour en profiter davantage comme fait servir la médecine au médecin mais aussi au patient qui est concerné le plus. L'utilité de la science politique même si elle vise à sauver le pouvoir par des formes rationnelles et formules pédagogiques afin de cerner ce que la société en a besoin, elle a pour but premier de sauvegarder la stabilité, la paix et l'égalité.

De même, l'État comme organigramme à la tête de chaque société, doit avoir une piste épistémologique et savante pour le sauver afin de prendre la société en charge. Organisée comme réalité sociale, la science politique s'exprime par le fait d'élaborer les assises de ce que le pouvoir central entend par définition de la préoccupation des sciences sociales. Elles s'émancipent par le désintéressement de la société elle-même dont l'homme est au centre à la fois comme servi et serviteur social. C'est à partir de cette perspective que la science politique est là pour rendre à la société un grand service lui permettant d'esquiver les dérives et dépasser les crises tout en portant des projets. La science politique demeure essentielle aux yeux de chaque pouvoir étatique comme un équilibrage du jeu social entre groupes sociaux et institutions représentatives. Il faut centrer le débat politique pour arbitrer entre les avantages et privilèges au sein et en dehors du pouvoir, mais à l'intérieur de chaque société. Cela étant l'équilibre du pouvoir ; il forge un enjeu politique majeur pour enraciner l'esprit de l'État et propager l'image de marque de l'État de droit. " Au-delà de l'image de l'État de droit, celui-ci constitue une valeur en soi. Sur le plan de l'autorité, il est encadré par le pouvoir alors limité par les règles du jeu. Maîtriser le jeu politique, c'est l'État qui glisse dans ses prises de position alors considéré comme entité floue et à géométrie variante. Il contient une force assurant toute transformation politique ou sociale, l'État de droit agit pour en réaliser. Enfin, l'État de droit possède une division mythique partageant entre rêve et réalité. Le personnel de l'État est

constitué d'individus et de groupes portant un idéal ou un dogme philosophique à réaliser." (11)

C'est à travers peut être de la science politique que la sociologie s'élargit de champ et d'outils pour proposer d'autres formules afin de rationaliser le fait social. Par conséquent, le droit ne peut jouer qu'un rôle intermédiaire pour esquisser des liens cognitifs non pas entre les personnes rappelées à l'ordre par la justice, mais de faire en sorte de cohabiter celles-ci et les institutions. Autrement dit, c'est inciter les personnes à respecter ce qui est du droit pour protéger la société, c'est ce que fonde la morale et incite la philosophie du droit. Cela facilite en effet le chemin de la science politique à établir une ligne majeure non seulement pour penser la société en tant que telle, mais de moderniser politiquement parlant les canons du savoir politique portant élites et élus. La coordination relève de l'identification des sciences sociales entre droit et science politique de manière à ce que la recherche universitaire puisse y contribuer davantage.

C'est pourquoi la science politique se développe au fur et à mesure de telle sorte que la sociologie ainsi que le droit doivent eux trouver des assises solides pour adapter les besoins aux solutions et les choix aux moyens en fonction desquels se constitue l'enjeu stratégique de l'homme lui-même. Le tournant des sciences sociales par la manière dont l'homme est au centre de chaque mutation le rendant équitable par ce qu'il subit mais aussi par ce qu'il contribue aux siens. Cela ne fait que maintenir une telle discipline "dure" ou "pure" à savoir ce qui prime en fait de compte, d'où la science politique devient inefficace si le politique ne s'intéresse pas à la philosophie politique, à l'homme, à la nature, à l'idée, à l'outil, à la technique et au monde autour des normes et valeurs.

Chaque science pose de problématique et porte de solutions aux différents problèmes, à savoir la communauté scientifique d'en analyser et préciser. Mais il est certain d'évoquer ce que les politiques publiques puissent édifier pour encourager la recherche afin d'assurer l'entretien. Or il est clair de dire que la science politique, elle, aussi porte une problématique technique sinon institutionnelle afin qu'elle soit une culture à respecter et à promouvoir. C'est ce qui constitue en effet un savoir inépuisable au service de la société entière. A cet égard, s'introduit le rôle de la science politique comme étant à la fois une théorie et un art aux yeux des politistes et politiques en se basant sur ce que dégagent à la fois sociologie et sociologie politique. Celle-ci enrichit les apports tant techniques que scientifiques afin de diminuer la gravité structurelle qui pourrait mettre en cause non pas l'ordre disciplinaire mais l'idée de la science elle-même. C'est ce qui inflige à la question sociale à un tel désordre aveugle mettant en cause alors en retardant la réforme dans le but de réconcilier les buts lointains aux moyens en possession.

Le politique doit s'interroger sur les guerres, les révolutions et les mouvements sociaux d'ordre planétaire, mais aussi sur les sciences de l'État, le droit, le droit constitutionnel, la sociologie de la cité, l'économie politique, la finance, la finance mondiale, les politiques publiques et comparées et les relations internationales, etc. Son rôle consiste à éviter tout ce qui rend la vie impossible entre les individus et les systèmes politiques. La lutte politique que le politiste veut défendre c'est d'aller là où l'homme politique s'est arrêté ou mal pensé la question politique ainsi que sa gestion. Appelée science "hypernormale" par J. Luca, la science politique vise à expliquer tout ce rend la diversité, la multiplication et la valorisation plus accessible : "D'une part, il explique (le mode d'existence) pour partie les difficiles relations de la communauté scientifique avec les champs concurrents (champ culturel, champ politique), car les gratifications qu'une science hypernormale distribue aux scientifiques restent toujours faibles, ce qui alimente les conversions vers les champs plus rémunérateurs, au moins symboliquement. D'autre part, on peut aussi prévoir un éclatement de cette science en sous-disciplines de plus en plus autonomes;" (12).

En revanche, chaque pays possède une telle définition politique dominant les sphères de l'État ainsi que la société civile dont le lien entre elles est réciproque, voire intégrationniste. C'est pourquoi la science politique, elle, demeure plus propre, sinon un champ développant tout ce qui vise à maintenir l'ordre social. Plus celui-ci est riche, plus l'organisation politique est fortement intégrée. De là s'inscrit le processus de la formation des élites, les projets politiques et les stratégies gouvernementales.

3.1 Communication politique

Chaque société possède du pouvoir et, chaque pouvoir sert de la société. Il y a là entre eux une mécanique dialectique qui consiste à faire de la politique. Celle-ci change de visage et porte de projets quand les hommes se mettent au sérieux et les sociétés veillent à ce que le changement social devienne non pas une envie passagère, mais plutôt une culture enracinée dans les esprits et partagée par les élites lors de leur engagement effectif. Mais rien n'est à réaliser sans que la parole ou le discours en politique soient conformément liés à la vie des citoyens. Entre la rhétorique et l'art du langage que les politiques passent à l'action pour séduire les électeurs.

Le sens de politique change en effet du visage quand le politique devient un art exerçant ses propres affaires. Et ceci on le voit notamment en Occident en particulier lors de la naissance de l'État moderne. L'espace public constitue par conséquent tout rassemblement des individus débattant leurs problèmes en permettant à l'État à travers les gouvernants d'aller vers les gouvernés. Quant au pouvoir en question, il n'est légitime quand il organise des élections libres et démocratiques permettant aux décisions politiques ou autres prises d'aller à leur bout. Éviter la crise politique, c'est renouveler le personnel politique ; d'où chaque cycle du pouvoir doit affronter ce qui le libère du jeu politique. Les règles de la communication représentent la circulation de l'information. " Depuis toujours, toute forme d'autorité politique se met en scène et en récit pour imposer ou confirmer son statut. Au cœur de sa légitimité, on trouve la démonstration de sa capacité à agir, en affichant son pouvoir de faire changer les choses." (13)

Quoi qu'il en soit, chaque régime doit avoir l'outil communicatif pour arriver au cœur de l'opinion publique; ce mécanisme oscille entre la parole (exacte) et la non parole propagande et mensonge (non exacte). Citons que l'invasion de l'Irak a été faite sous prétexte que ce dernier aurait possédé l'arme de destruction massive. De même, il faut dire que la communication politique sert à stabiliser le pouvoir central alors celle-ci constitue de ce fait un moyen important en vue de consolider ses bases premières sans lesquelles le pouvoir aurait des problèmes stratégiques et techniques par le biais desquels il devient de plus en plus apparent et transparent. Non pas par ce qu'il s'intéresse à la communication politique, mais plutôt de faire en sorte qu'il évite de s'isoler des masses populaires. Or, le pouvoir ne peut exister sans celles-ci. Ainsi, il est apparu clairement significatif que la communication politique joue un grand rôle dans les sociétés développées pour démystifier le pouvoir politique. C'est un sens donné à l'équation de la gouvernabilité en facilitant la tâche que ce soit à l'État ou à la société.

Tant de défis qui s'imposent dès le début du III^e millénaire dont la mondialisation puise son essence par excellence. Il s'avère néanmoins que si la politique pratiquée veut être convaincante, il faut qu'elle arrive à toucher ou influencer le public selon des méthodes adaptées et des techniques communicatives. Par ailleurs, la place de la communication politique est capitale dans la mesure où la politique en elle-même ne peut être pratiquée ailleurs en dehors de l'intérêt des masses. La conception de l'État veille à ce que la politique soit un terrain d'attente au cours duquel se cohabitent les uns des autres autour du pacte social. Autrement dit, la communication politique vise à introduire ce que le politique et le social, voire l'économique soient au mis à niveau pour coordonner leur action commune autour de la sagesse, de dialogue et de la construction.

L'équilibre doit se faire que ce soit à l'intérieur du pouvoir ou à son extérieur dont la communication politique recourt à des outils nécessaires pour exercer ce genre d'immixtion. De là s'émancipe l'espace public entre médias et démocratie. Sauver le pouvoir, c'est le faire communiquer politiquement davantage. Quant à l'intérêt général, il est représenté par la circulation de l'information; d'où l'espace public doit être édifié en facilitant la tâche à l'État en premier lieu : plus l'information circule, plus l'espace public est consolidé. Est-ce la politique devient du point de vue marketing une marchandise commerciale dans le but de la vendre enfin sur le marché? Le contrat politique de l'élu est validé par ce qu'il veut présenter aux électeurs après avoir conquis le pouvoir : "Le marketing a ainsi mis en œuvre une série de critères de réglementation du corps social, afin de mieux cerner la demande, mieux définir le marché. C'est pourquoi au développement du marketing est lié celui des sondages, en tant que technique de description du corps social par segmentation sociologique." (14)

Le champ de la communication s'élargit de plus en plus quand il est concurrentiel entre émetteur et récepteur dont l'image créée constitue une personnalité. C'est pourquoi selon certains spécialistes en disant que la communication fait partie de la discipline, notamment celle que véhicule la communication elle-même (médias, stratégie de séduction, opinion publique). La communication politique constitue-t-elle du domaine d'application de science politique? Celle-ci engendre en effet non pas ce qui représente en défendant le politique, mais ce qu'autrui entend et attend pour entrer dans une dynamique riche et efficace. La communication met en effet la politique en application, afin de réussir son étendue. Communiquer en politique, c'est rendre la vie politique plus paisible que jamais. Là s'inscrit la démonstration des rapports politiques face au pouvoir, au gouvernement et à l'opinion publique.

L'utilité de la communication politique est liée plutôt à l'image que cela véhicule pour atteindre son objectif au sein de l'opinion publique. Il s'agit de mesurer la taille de la parole en politique par rapport à son enracinement dans le champ de la communication.

C'est à la sociologie politique de la communication dont il s'agit afin de la rendre plus adaptable aux questions de société. En effet, c'est ainsi que la conception de la science existant dans chaque société que se développent les relations entre pouvoir et peuple : " Mais la division politologique du travail aboutit alors à un travail politiste de division et une ligne de partage entre distanciation et engagement sépare apparemment les professionnels de la science politique: d'un côté, les « politistes » revendiquent une certaine autonomie scientifique dans la politique et / ou les médias. " (15)

3.2 Marketing politique

Si la communication politique est beaucoup plus ancienne que le marketing politique en répondant aux besoins du pouvoir, c'est que celui-ci est considéré comme étant l'outil par excellence de la conjugaison du suffrage universel tout en se basant sur la "démocratie et le développement des moyens d'information. " (16). Le marketing politique s'intéresse en effet à tout ce qui est social à partir de l'idée portant le marketing commercial. Non seulement ce qui touche les marchandises et les services, mais aussi la planification et la communication sociales. De là s'inscrit la maximisation et la satisfaction du percepteur : " Le marketing social se sert pour illustrer la fonctionnalité des bases et techniques du style du marketing lui-même afin de lancer une affaire, une idée ou un comportement social. C'est ainsi que planifier, exécuter, suivre les projets a pour but d'utiliser des conceptions propres du marketing. Mais si cela qu'il s'agit en règle générale, c'est que le marketing social tend à véhiculer un autre arsenal de perceptions pour en changer à travers des idées et comportements afin que l'ensemble social porte des programmes sociaux qui puissent être bénéfiques pour tous afin qu'ils les adoptent et les acceptent. " (17)

Quoi qu'il en soit, si le marketing politique touche, en effet, les campagnes de l'élection ainsi que les sondages d'opinion, ne serait-ce que momentanément étant donné qu'ils sont relativement des conjoncturels face aux résultats réalisés. Par ailleurs, cela ne peut qu'influencer plus tard les politiques publiques de faire en sorte qu'au-delà de l'équilibre politique, il y a aussi de la dimension de l'État face aux affaires communes portant l'élu étant à la fois représentant du peuple et serviteur de l'État. Il s'agit que l'effort politique s'oriente à faire évoluer ce qui est important par le bien-être de tous à partir de l'intérêt général. Commercialiser la politique ou politiser le commerce constituent à faire prévaloir le sens du politique fondé le culturel, le social, l'économique, voire le télécommunicationnel sous l'ère du numérique. La maîtrise du marché politique nécessite en fait une telle implication des acteurs concernés de la statistique à la sociologie démographique en passant par la sociologie de l'élection, etc., constituent des éléments importants dans la prise de décision notamment stratégique. Il ne s'agit guère de se positionner par rapport à l'adversaire autour de la psychologie politique, mais de s'intéresser plutôt au sondage d'opinion reflétant la tendance politique régnant pour définir une stratégie contre l'adversaire en face.

4. Vers quelle sociologie arabe ?

La politologie arabe est une école jeune en vue de la conception de l'État qui est fort

La science politique entre théorie et pratique

probablement liée à la société en question ; d'où la politique exerce un poids relatif dont les individus et groupes sociaux s'inscrivent dans une dynamique possédant la conception partagée dès l'indépendance acquise. Dès lors, la question de la politique dans le monde arabe est liée à ce que la société civile puisse mettre en avant pour faire façonner le visage de la politique publique, la gestion administrative, la finance publique et l'espace public ...

L'État rentier ou pétrolier contient une réalité évidente qui explique non pas l'image de la société mais du degré de la politique. Rien ne peut justifier ce qu'on désire à faire si on ne prend pas en considération tout ce qui intègre la société en l'étudiant davantage. L'État en tant qu'entité sociologique et juridiquement reconnu comme tel ne peut avancer si les acteurs sociaux ne jouent pas leur rôle préliminaire. L'islam est considéré de ce fait comme le pivot de la culture arabo-islamique dont le droit tire sa légitimité de la charia. Un moyen significatif pour le rassemblement des masses populaires : " L'islam constitue l'épine dorsale de ces systèmes de valeurs particuliers. Il ne s'agit pas seulement d'un code de pratiques culturelles, non plus que d'un système sociopolitique ; l'islam soit les deux à la fois. Ce serait donc une dangereuse simplification que le traiter en simple idéologie politique, rivalisant d'autres idéologies concurrents, ou d'en faire une simple croyance religieuse qui relève des rapports entre l'homme et son Créateur et rien de plus. " (18)

Jusqu'à quand peut-on parler de la culture étant fondement et image de chaque société ? D'où la science politique reflète cette dimension. Sachant que chaque État cohabite avec la société pour aller vers l'avant. De là le processus politique s'avère essentiel pour organiser l'État. De là même chaque société obéit à l'État pour réaliser l'ordre sécuritaire, l'équilibre des forces centrifuges et le développement économique... à travers la culture même qui représente le climat formant les élites que ce soient gouvernementales ou intellectuelles. C'est un contrat social que tous les acteurs sociaux s'adhèrent pour fonder une conscience commune autour de l'espace public. C'est ce que l'État quel qu'il soit demeure en besoin pour susciter sa dynamique politique, à savoir la contribution de la société civile et politique dans le parcours national.

La science politique se développe quand elle est neutre en préconisant des chemins neufs et équitables par le biais de moyens et d'outils en vue d'assurer la créativité des idées politiques ce dont on consomme pour produire des faits à la société afin de la moderniser. La recherche scientifique, les débats et les colloques peuvent s'inscrire en ce sens. La sociologie arabe attend beaucoup d'outils et de politiques publiques pour qu'elle se développe davantage. Laquelle est longtemps dominée par les politiques néfastes et contradictoires coloniales notamment, la tribu, la cité, la famille, la medersa, etc... C'est pourquoi le poids politique alors longtemps appuyé par les métropoles occidentales britannique au Machrak et française au Maghreb, a rétréci le sens de la politique autour du territoire confisqué. En outre, l'idée politique se résumait autour du départ de l'occupant. Quant aux élites politiques sous l'occupation, elles avaient du mal à se faire accepter aussi bien en discours qu'en projets.

D'où la question politique n'a pas pu positionner dans un climat de crise et de dépendances absolus en l'absence même de la souveraineté nationalité. Il paraît vain d'ignorer ce que la politique a fait du colonisateur un puissant et le colonisé un faible. L'évolution de la géopolitique en Europe a fait des États occidentaux à la tête d'une politique conçue comme telle en exerçant le normal contre le possible sous une couverture idéologique comme celle de la civilisation, du progrès et de la technique... C'est dans cette perspective que le monde arabe s'est fait colonisé sans qu'il eût les moyens adéquats pour en écarter. Mais l'histoire arabo-islamique dominant à travers l'empire islamique a veillé l'Église dans le monde extérieur qui a reculé en laissant la place à d'autres civilisations notamment européenne que le monde devint enfin colonisé.

La sociologie passant par une étape de recul, de marginalisation et du refoulement sans précédent de tous les acteurs influents, n'a pas pu créer une dynamique sociale permettant non pas de continuer le processus dominateur, mais de vivre une discontinuité structurelle. Celle-ci émerge comme résultat flagrant et disproportionné à la superficie du monde arabe, à sa culture, à sa géographie et à son rôle dans la civilisation mondiale : domination étrangère et échec d'union. La question de politique relève, elle, du destin commun que beaucoup d'élites se sont combattues pour sa réalisation mais en vain. Ce destin est lié à l'indépendance nationale qui n'a

été envisagé que par les manifestations, les violences et les guerres. La législation fut étrangère de la conduite des sociétés arabes, d'où le droit européen prime sur celui de l'islam afin de bloquer tout processus possible. Aussi se dit pour les médias, les libertés et les rassemblements : politique étudiée ou abandon technique?

C'est ce que les traditions politiques de grande ampleur n'ont pas trouvé des assises culturelles et intellectuelles favorisant déjà à la base du dialogue, l'ouverture et la construction. Ceci correspond bien à l'échec de la politique coloniale elle-même qui s'occupa en effet de son propre intérêt en jeu en écartant celui des autres sociétés entières de telle ascension dans l'échelon de chaque société alors remplacée par des étrangers dominant l'espace vital comme commerce, administration, enseignement, économie, agriculture, industrie..., afin de faire face. A la base, c'est une politique nocive ayant un tel retard positif mais négatif sur la psychologie de l'individu, sur la stabilité du groupe et sur la manipulation de la conscience commune. Dès lors, la construction du champ que ce soit politique ou étatique demeure fragile ou stérile sans que les élites s'engagent pour autant en le démystifiant : leur engagement est limité par le fait que la conscience commune n'est ni sage ni partagée. Là le sens politique pourrait avoir ses propres bases; loin du pouvoir en question face aux solutions miraculeuses ou périr dans la crise. Sauver le sens politique afin de le dynamiser, c'est élargir ses unités d'activités par les instruments et outils que l'approche politique ayant sur la réalité sociale.

Le social arabe exige beaucoup plus qu'il donne, mais le politique n'a pas assez de moyens pour construire le social. Construire relève -t-elle d'une culture ayant la société dans la mesure où chacune voulant se développer porte en elle les germes de la construction? La bataille est encore loin d'être gagnée. Cependant, construire des genres, des catégories, des modèles, des idéaux-types, c'est plutôt le spécifique de l'entité qui est en question ; une frontière politique du spécifique contrairement à la non construction, sinon la destruction représentant l'ordre général. L'espace social en tant que tel n'est pas favorable ni même mûr pour accoucher des idées novatrices en matière politique, ni des projets innovés en économie de grande ampleur, et encore moins universels. L'écart creusé ne peut en aucun cas nous surprendre si on veut le dominer ; autrement dit rien ne peut justifier un tel système si la méthode préconisée est bonne. Celle-ci s'avère essentielle si le résultat obtenu est satisfaisant. On ne peut plus penser dans une aire culturelle vouée d'avance à l'échec si les programmes, les méthodes et les politiques ne portent guère une suite logique, voire une continuité objective.

Il est certain que le champ politique doit être élargi d'autant plus que la vision du politique. Car la société arabe est trop influencée qu'influencable du moment que la production économique est minime. L'État, lui, est fortement alourdi par les attentes que par les projets par le fait que les coutumes, les traditions et les mœurs sont influencés par l'extérieur qu'être exposés à l'intérieur en les développant davantage. Le ciment culturel doit trouver son essence de substance sans qu'il ait un handicap majeur que ce soit face à l'État ou face à la société. La construction politique est un fait social avant tout ; plus la société est organisée, plus l'État est puissant. Tout pouvoir est à l'image de la société qui est la sienne à partir de laquelle il tire sa légitimité et sa souveraineté. Pour des raisons tant stratégiques qu'académiques, tout pouvoir politique résiste devant les tempêtes et les ruptures, mais tout pouvoir solide entretient des relations loyales et ouvertes avec la société. Nul ne peut contester cette ligne au nom de laquelle la force de construction ne peut naître sans qu'il ait un lien réciproque. Tout pouvoir ne veut point s'effacer, au contraire il résiste, mais il doit aussi suivre son temps tout en restant ouvert sur toutes les tendances sociales, politiques, économiques et culturelles... La communauté scientifique par ses divers domaines et ses multiples activités et spécialités ne doit pas être marginalisée ou mal appréciée, car la société elle-même doit être avancée par le pouvoir politique sans que le vide ne soit comblé par les ruptures, les crises et les guerres civiles. Alors, tout pouvoir politique doit être enrichi par la communauté scientifique. La fuite des cerveaux doit cesser à long terme, alors elle constitue une bombe à retardement. Les statistiques officielles parlent que plus de 20 000 cadres arabes quittant leur pays d'origine pour s'installer en Europe ou en Amérique. De même, il se dit pour les mouvements fondamentalistes qu'ils ne prennent plus jamais les armes face au pouvoir politique. Tant qu'on est dans cette logique ou proche d'elle, notamment celle de la rébellion ou de la voie sanguinaire, on est tout de même

loin de la sagesse politique, afin d'éviter le pire pour tous. La politique contient d'autres méthodes et outils pour lutter contre les déviations personnelles ou collectives. La politique vise plutôt les vivants que les morts. Cette passerelle organique doit exister entre le militaire, le politique et le social sans laquelle les liens homogènes demeurent rétrécis, sinon affaiblis.

La démocratisation de la vie politique est un mode ayant sa réussite à proprement parler en fonction de l'encadrement de la politique elle-même. Faire de la politique, c'est aller au bout de l'idée politique qui consiste à maximiser l'intérêt global des parties prenantes dans chaque système. Il est fort probable que lorsque l'on évoque ce qui baisse l'attention et renoue le dialogue, c'est qu'on est en train de penser l'avenir, voire de repenser la pensée. La concorde civile et la réconciliation nationale en Algérie deviennent le souhait par excellence de la majorité des Algériens. Avant, est-ce le politique qui est parti loin ou mal apprécié du social? Est-ce les deux sont liés à la politique d'avant pour rattraper le retard ou bien tellement qu'on a donné trop à la politique étrangère de l'Algérie (domaine libre de coordination et de combines entre États) plutôt qu'à l'intérieur (domaine miné dans lequel la France a ruiné l'Algérie à l'extrême) que celle-ci se retrouvait piégée entre l'ouverture et le déséquilibre. Le développement nécessite donc du dialogue à la base (études, enquêtes, stratégies) avant qu'il soit un moment passager alors c'est une construction aussi solide qu'éphémère permettant aux générations futures de continuer la démarche avec moins de soucis hérités. La politologie est réellement envahie par les esprits ne peut qu'alimenter les méthodes de travail sans pour autant rester devant la porte.

La sphère politique ne peut être limitée ou évincée de potentialités sociales ou intellectuelles, car elles sont des bases fondamentales sur lesquelles repose effectivement chaque pouvoir. L'ouverture doit se faire au niveau du soi-même avant qu'elle soit une rupture face à autrui. Le lien politique est d'essence sociale avant tout. Chaque pays se construit par rapport aux uns aux autres afin de le faire développer. C'est un capital du civisme et un arsenal de responsabilité communs que chaque culture porte en elle pour faire avancer d'ensemble. La culture et la culture politique entachent trop la sociologie par le fait que le destin commun au vu de la mondialisation nous oblige à sortir de l'apparence. Il faut que la construction doive se jouer aussi dans le temps : "Or, cette politologie nord-américaine, omniprésente désormais et puissante, ne serait-ce que par la seule masse de ses praticiens (enseignants, chercheurs - mais aussi experts divers) et par les ressources qu'elle mobilise. Il n'est pas certain qu'elle ne constitue pas à présupposer l'universalisation des moyens, des méthodes et des outils qui sont les siens - tout en reconnaissant la spécificité des expressions et domaines politiques ainsi que des expériences vécues dans le monde arabe mais d'une universalisation conçue par elle. Autrement dit, elle ne pose encore en science de la globalité (sans impliquer que les objets qu'elle étudie elle-même appartiennent à un seul univers), globalité dont elle serait la seule à détenir les clés, d'une sphère politique dont elle fournirait la définition." (19)

La modernité politique est-elle l'œuvre de la pensée de l'élite ou de sagesse sociale? L'État s'en mêle certes par son personnel, mais il y a une responsabilité à partager au niveau des projets ainsi que la défense des appartenances dont la société en question ayant comme volonté et courage à travers ses représentants. Mais ce fameux lien politique conducteur ne s'achève que par l'accomplissement de tous les acteurs. C'est un travail d'arraché-pied que fournit non pas la communication politique seule, mais la modernité politique. Celle-ci existe dans chaque culture riche ou pauvre en fonction de degré divers et variant. Arriver à ce stade, c'est démystifier le sens politique jusque-là ignoré non pas vers la vengeance ou la destruction dit tout, mais de continuer dans un esprit ouvert et démocratique. Produire ne veut pas dire consommer des modèles et des catégories industrielles et culturelles, mais d'inverser la consommation en échange et en productivité : "Rompre avec ces spéculations, une approche critique dans les domaines de la politologie et de l'islamologie suppose un changement total de perspective. Brandir à tout propos un savoir figé est une solution de facilité qui permet de faire l'impasse sur le vécu des sociétés. Il faut y insister, on peut saisir et analyser le politique et le religieux qui à partir de leur expérience concrète, de leur historicité propre, qui dévoilent les significations spécifiques des discours, des pratiques, du fonctionnement des institutions". (20)

Penser en théorie facilite en effet le recours à la domination du social sans entrer avec lui en duel. Le monopole étatique s'exerce de telle sorte en arrivant à réaliser l'équilibre sans pour

autant d'aller là où il ne faut pas y aller. La spécificité sociologique possédant chaque regroupement humain doit être étendue et enrichie pour que le normal profite du génie, et du général au spécifique. Le politique semble piégé, voire conforté à chaque instant à un type-social ou catégorie sociale, individus et groupes, entreprises et institutions à travers la mentalité et le comportement régnant dans chaque espace public et privé. La socialisation possède ses propres caractéristiques ainsi que ses modes d'emplois en vue d'élargir ses bases sur lesquelles repose en effet tout ce qui accélère le processus d'identification. Il est certain de rajouter que chaque société enfin attend de son évolution qu'elle soit adaptée et encadrée par le politique en vivant dans l'équilibre souhaité: " Le politique désigne, en effet, ce pôle symbolique au sein duquel le groupe social se nomme et se représente, grâce auquel il s'institue et se met en forme. Le Politique est à la fois auto représentation de la société et institution de la société. (...). Une société s'institue d'abord dans l'ordre symbolique de la représentation et non dans l'agencement apparent de ses articulations internes" ⁽²¹⁾. S'il y a immixtion entre le politique et le social, il y a d'emblée interaction du produit définitivement élaboré de l'historicité du corps social, voire l'image d'une société entièrement puissante ou affaiblie.

Si on veut réaliser ce fameux équilibre, alors il demeure une nécessité absolue - logiquement qu'occasionnellement - car il doit trouver ses assises politiques notamment au sein de la société civile. Le résultat propre de cet équilibre ne laisse pas l'État périr dans des engagements loin d'être maîtrisables. C'est ce que le politique tend sa mission non pas face à la société, mais pour la société de manière à ce que le social arrive à trouver son évolution positive. Il y a un partage de valeurs et de liens communs que le politique doit créer sans susciter l'écart entre lui et le social. Lequel participe aussi à l'évolution politique dont l'État maintient son jeu sans opérer pour autant une rupture entre eux qui reste difficile à combler. Le politique partage avec le social autant de valeurs communes qui vont durcir leurs rapports alors basés sur l'entraide, le dialogue et la communication. Loin de la rupture, le politique a une grande mission face au social de la même manière que celui-ci est redoutable devant celui-là.

4.1 La spécificité sociologique

Parmi les tentatives concernant la sociologie arabe autour de laquelle des colloques ont été organisés, comme celui "de la promotion de la sociologie dans le monde arabe" (1973), jusqu'au dernier en Tunisie, intitulé " Vers une sociologie arabe" (1989), en passant par celui d'Égypte (1973-1974), Abou Debye (1983) et le Keïta (1984). Si la revendication de la sociologie se multiplie dans le monde arabe alors dominé par la théorie fonctionnaliste et marxiste afin de se libérer tout en suivant son temps pour y participer davantage. Le monde arabe colonisé devient indépendant que ses États veulent suivre leurs sociétés en matière de développement. Parlons de la sociologie arabe, c'est préciser la nature des politiques préconisées face à l'évolution des rapports politiques, économiques, culturels. Intéresser à l'individu comme au groupe, relève que ces deux puissent émerger non pas comme force par rapport à ce qu'ils développent comme relation parentale ou productive, mais de ce qu'ils contribuent comme élément essentiel de représentativité du soi face à autrui et au pays concerné. Il n'en demeure pas moins que l'aspect social incarne le sens de la solidarité, mais aussi de l'efficacité que ce soit sur le plan économique ou politique.

C'est par contestation contre la sociologie occidentale que la sociologie arabe a eu lieu. Elle a pour but de faciliter la tâche aux sociétés arabes. Les études sur la sociologie arabe sont jeunes ou faibles pour parler enfin de la crise de la sociologie arabe évoquée par Muhammad Azzat (La crise de la sociologie dans le monde arabe). Faute est de considérer étant une expérience certes, mais aussi de la domination du modèle occidental dont la sociologie arabe semble limitée. Est-ce due à l'absence de la démocratie ou à la faiblesse des sciences sociales? Il existe trois courants de pensée sociologique arabes: marxiste, islamique et indépendant (libéral). Ainsi la sociologie arabe ressemble à celle de sociologie occidentale, sinon influencée par elle. Le problème évoqué relève de la science arabe liée quant à la société arabe qui n'a pas su sortir de l'ordinaire sinon de la stérilité. Il est clair que l'expérience est minime pour parler de la culture sociologique du moment que les acteurs sociaux mis à part les sociétés arabes ont longtemps soutenu ou attendu ce qu'allait devenir le projet politique longtemps préoccupé aussi bien par les intellectuels arabes que par les masses populaires. Aussi, il est l'œuvre du pouvoir

La science politique entre théorie et pratique

politique seul. De là s'inscrit le poids de l'histoire sociale du politique que beaucoup d'intellectuels ignorent pour enrichir la tendance dominante ou celle qui veut dominer la scène.

Le peu existant est un duel de conception que résume bel et bien non pas une crise comme ils le signalent certains, mais le manque de connaissance sociologique ascendante que l'État, la famille, l'entreprise, l'institution ... se communiquent entre elles d'une période à une autre. Dans un temps comme dans un autre, ce legs hérité d'elles alors censé à travers la remarque, l'observation, la déclaration, la communication, la recherche... doit développer les rapports afin que la conscience dégagée crée un savoir en contribuant à la richesse de l'être et de la chose d'ensemble. Mais, il se trouve qu'une remarque est aussi frappante selon laquelle les sciences sociales manquent du soutien suite à l'emprise idéologico-politique; une emprise qui n'a enrichi ni le débat ni la réflexion : " Encore est-il qu'au Maghreb, le champ politologique est éclaté en un spectre de pratiques de recherches si hétérogène qu'on ne saurait le réduire à un seul schème cognitif. Comme en convient M. Camau, la fragmentation du champ politologique correspond à la pluralisation des modes de légitimation de l'autorité et de la régulation des intérêts" ⁽²²⁾. Quant à la liberté, elle s'accroît autour de la pensée arabe n'autorisant pas une telle opposition en prenant acte de la période fragile traversant le monde arabe au lendemain de l'indépendance acquise.

La recherche scientifique dans le domaine des sciences sociales reste amoindrie suite à l'impact des sciences techniques en raison de l'évolution technologique numérique. Cela n'est pas justifié à long terme si on ne prend pas la place et le rôle de l'individu sur le plan humain et moral, sinon du citoyen sur le plan sociologique et civilisationnel dans chaque système donné : "Une telle affirmation semble ignorer le fait qu'il n'existe pas de voie royale entre les résultats de la recherche et leur mise en application. Il s'agit à l'inverse d'une voie sérieuse et pleine d'obstacles comme le montrent l'analyse et l'évaluation des politiques publiques. Il s'agit de mentionner à ce propos le jeu des groupes d'intérêt et des groupes de pression qui réussissent à entraver la mise en application des solutions scientifiques indiscutables dans certains cas précis. Plus décisive encore est l'influence du système politique lui-même sur toutes les phases de la pratique scientifique." ⁽²³⁾

Ainsi s'ajoute, au-delà de l'histoire sociale, l'objet de la sociologie, la priorité de la recherche et enfin les résultats de la recherche. Pour y parvenir, certains parlent de l'unité méthodologique dont la sociologie critique est la seule capable de dénouer la crise de la société arabe dans sa globalité. L'État n'est que l'image de cette emprise sociologique riche ou pauvre. En définitive, il s'agit en effet d'accéder à un travail consensuel qui consiste à enrichir l'État arabe par le poids de l'individu du moins loin des théories étrangères. Une science sociale ou autre doit être aussi indépendante si on veut éviter la déstabilisation généralisée. Mais il est conseillé que l'État, voire le politique a besoin de ce que lui apporte la puissance dans un monde aussi instable qu'incertain afin de contribuer à la richesse et à la démocratie pour le bien-être de tous.

conclusion

La science politique est à la recherche de son identité originelle pour pouvoir s'inscrire dans la durée et dans le temps. Néanmoins, les États sont confrontés non pas à leurs sociétés face à leurs exigences quotidiennes, mais par rapport à ce que celles-ci sont capables de leur fournir en cadres, en codes et en cultures. Par conséquent, l'évolution des sociétés pose en toute état de cause une série de lectures de telle sorte que la matière aurait suscité comme déplacement du centre de gravité de l'idéologique à la politique, et de l'économique au technologique, notamment dans les pays développés. Cette mutation est engendrée par une crise multiple et variée en cherchant du modèle démocratique, de stabilité politique et de prospérité économique face aux crises traversant les sociétés humaines dans le monde en général. Contrairement aux pays sous-développés, les sociétés arabes n'ont pas atteint ce stade dont le débat est loin d'être entamé pour résoudre l'équation de développement qui est en question notamment par la vague de bouleversement qu'a connue le monde arabe ces derniers temps connue sous le nom de l'automne arabe. Cela exige encore du temps, des idées et des élus qualifiés dans tous les plans et activités à partir du projet politique. Ce n'est qu'à travers l'innovation et la rénovation autour de l'idée en la matière que la modernité politique puisse absorber le retard historique face aux États et leurs systèmes politiques par le biais du

changement pacifique et réformateur mais en profondeur. Or rien ne peut être justifié d'avance si une telle comparaison face à un tel résultat obtenu ne soient pas tenus en considération alors en dehors de la recherche scientifique qui est la seule voie possible pour aller vers l'avant politique mais sans rupture sociale.

Bibliographie

- (1) Maurice Diverger. Sociologie de la politique. Paris, PUF.1973.p.376
- (2) Madeleine Grawitz Jean Luca. Traité de science politique. Paris, PUF.1985.pp. XI-XVII
- (3) The Writing Center University of North Carolina at Chapel.p.3 Hill <http://www.unc.edu/depts/weweb>
- (4) Jean Boudain. Introduction à la science politique. Paris, Dalloz, 9 éd.2009.p. 2
- (5) Jacques Chevallier. Éléments d'analyse politique. Paris, PUF.1985.p.22
- (6) Jean Boudain. L'objet de la science politique. Revue cahiers français, la documentation française, n° 350, mai-juin 2009.p.6
- (7) Henry Tenne. Analysis and interpretation in cross-National survey Research in Nasr Qrqf. "Epistologija de la sayassa mokarinq". (Épistémologie de la politique comparée), Beyrouth. Études universitaires.2002.p.17
- (8) Katham Hatti. Abhath fi essâyâssâ ouâ el kanûn (recherche sur la politique et le droit et diverses études dans la politique et le droit public et privé). Beyrouth, Haleb.2003. p.118
- (9) Jean Jacques Roche. Théories des relations internationales. Paris, Montchrestien, 7 éd.2008.p.29
- (10) Jespha Larouche. Science politique et relations internationales: mettons les pendules à l'heure in science politique Une et multiple. Paris, l'Harmattan.2004.p.268
- (11) H. Miloud Ameur. De l'État à l'État de droit : théorie et pratique. Revue de droit et sciences administratives. Centre universitaire Relizane, n°1. 2010. p.14
- (12) Madeleine Grawitz Jean Leca. op.cit., p.28
- (13) Les Essentiels d'Hermès. La communication politique. Paris, CNRS. 2008. p.9
- (14) Les Essentiels d'Hermès.op.cit.,p. 64
- (15) Éric Darras. Division du travail politiste et travail politiste de division. L'exemple de la communication in science politique. op.cit., p.244
- (16) Michel Bongrand. Le Marketing politique. Que sais-je? PUF. 1986.31 854.p.5
- (17) Tahar Benkherfallah. (Madkhâl ilâ tâswik el sâyassî) Introduction au marketing politique. Alger, Houma.2007.p.53
- (18) Hassen Nafaa. La spécificité de la culture arabo-musulmane et ses répercussions sur la science politique dans le monde arabe. Dossiers du CDEJ.1991.p.63
- (19) Hassen Nafaa.op.cit.,p.15
- (20) Burhun Ghalioun. Islam et politique. La modernité trahie. Paris, La Découverte.1997.pp.9-10
- (21) Jean Baudouin. Sociologie politique. Paris, Seuil.1998. pp.112-113
- (22) Une science politique camérale: Pratiques et contraintes du champ politologique au Maghreb in <http://www.congresafsp2009.fr/sectionsthematiques/st49/st49.html>
- (23) El Sayed Yassine.op.cit.,p.32